

En Afrique, faire de l'informel une force de l'activité économique !

La jeunesse s'impose partout dans tous les pays d'Afrique. A juste titre, elle est exigeante et le fait savoir en demandant des comptes, notamment en matière de formation, d'insertion et d'emploi. A cet égard et face au déficit de réponse apportée, cette même jeunesse désespérée se dirige vers des solutions mortifères comme l'immigration illégale, la drogue ou la criminalité organisée. La projection démographique que l'on sait laisser imaginer les difficultés qui s'annoncent quand viendra l'heure du bilan.

Parallèlement, dans tous les programmes de campagne de potentiels candidats à la magistrature suprême, j'ai pu relever les ambitions affichées pour ce qui relève de ce qu'on appelle « l'informel ».

Aussi, très sensibilisé sur le sujet et fort d'expériences de terrain dans ce domaine, j'ai jugé à propos de relater les leçons tirées d'une expérience africaine étonnante et surtout réussie relative à l'informel dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle. En matière économique, face aux difficultés rencontrées partout dans le domaine de l'emploi et fort des leçons tirées de cette expérience, je suis persuadé que l'informel offre une opportunité unique pour les pays d'Afrique de réviser fondamentalement l'activité professionnelle et ses incidences sociales. Par ce biais, il est possible de proposer tant qualitativement que quantitativement une réponse significative au défi de l'insertion sociale et économique.

Aujourd'hui, alors qu'un vent nouveau souffle sur le continent révélant pour tous les pays la soif légitime de souveraineté dans tous les domaines, se saisir de l'informel pour l'adapter et le rendre digne et viable pourrait participer à concrétiser l'immense vague d'espoir soulevée par le nouveau contexte.

Transformer l'informel pour en faire une force, c'est possible !

En Afrique, faire de l'informel une force de l'activité économique !

En matière économique et plus particulièrement en ce qui concerne l'emploi, la logique et le bon sens commandent de partir des réalités existantes. Le secteur informel représente une part étonnamment importante de l'activité économique dans les pays africains. Les chiffres, rarement cités, sont impressionnantes, environ 90 % du total, voire plus pour certains États actuellement en situation de crise. De façon plus surprenante encore, malgré ce poids écrasant, l'informel jouit d'une piètre considération. Rejeté par le système universel, il n'est évoqué que du bout des lèvres (la Banque Mondiale commence à peine à sortir des premiers rapports le concernant) alors qu'il s'impose partout sur le continent et se développe dans une totale anarchie et dans l'indifférence de ceux qui auraient pourtant tout intérêt à le contrôler.

Mais de quoi s'agit-il exactement ? Il convient bien d'évoquer ici ces innombrables petits métiers pratiqués au quotidien partout, en ville et en brousse, qui permettent de gagner dans la journée le maigre pécule qui nourrira la famille le soir. Appris sur le tas, sans formation préalable, ne bénéficiant d'aucun statut juridique, d'aucune subvention, d'aucun soutien ou autre couverture sociale, proche de la débrouille, ils plongent ses pratiquants dans un état de précarité certain qui les fait basculer dans la misère à la première contrariété.

Pourtant, et là je parle d'expérience pour les avoir vus à l'œuvre sur les trottoirs de Djibouti, d'Abidjan, de Tananarive, de Dakar, de Bangui... ces pratiquants sont souvent de vrais magiciens, travailleurs d'autant plus acharnés qu'ils jouent leur survie tous les jours, désespérés de ne pouvoir exploiter l'or que bien souvent ils ont dans les doigts. Mécaniciens, tailleurs, éleveurs, peintres, forgerons, boutiquiers, musiciens, menuisiers, agriculteurs, artisans ... hommes et femmes de l'informel se reconnaîtront.

En règle générale, l'État se désintéresse du secteur informel et n'exerce aucun contrôle dessus, il n'en reçoit évidemment rien en retour. Et pourtant c'est un fait que personne ne peut nier, la réalité de l'activité économique en Afrique, c'est d'abord l'informel !

Dans ces conditions, tenter de transformer cette réalité écrasante considérée comme faiblesse aujourd'hui en force pour demain, voilà un défi qui ne peut que séduire l'autorité. Tout le commande, la situation de crise actuelle et la croissance démographique notamment.

Bien sûr, cela oblige d'abord à changer le regard porté sur l'informel afin de le reconnaître en termes de reconnaissance, de valorisation, de structuration, de sécurisation, d'organisation, de formation professionnelle, de conditions d'installation, de règles de fonctionnement, de développement social... Je crois l'imagination et l'enthousiasme suffisamment vifs dans les pays africains pour trouver la solution qui contente tout le monde.

A ce propos, vécue en Côte d'Ivoire, l'expérience aux résultats étonnantes décrite ci-dessous pourrait peut-être inspirer les pays qui souhaitent changer les choses dans le domaine décrit. Conseiller stratégique au sein de l'organisme présidentiel en charge du désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des ex-combattants issus de la crise qui a secoué la Côte d'Ivoire à l'aube des années 2000, j'ai contribué pendant presque trois années, comme praticien et non théoricien, à gérer la réintégration sociale et professionnelle dans le secteur civil de près de 70 000 ex-combattants. L'exercice a été réalisé en moins de trois ans conformément aux directives fixées par l'autorité ivoirienne pour des raisons politiques.

Le niveau scolaire comme de formation professionnelle des intéressés était particulièrement faible. Après plusieurs années passées dans la brousse à vivre de façon totalement anarchique, beaucoup d'entre eux aspiraient à rentrer au village, forts d'un petit métier à exercer. Pour autant, l'affaire était loin d'être évidente. Et pourtant, le résultat obtenu, considéré unanimement comme un succès, a étonné partout, en particulier au sein des instances onusiennes qui ont cherché à comprendre les raisons de cette performance. Sur les 56 000 ex-combattants réinsérés au final, près de 51 000 l'ont été dans les petits métiers, les 5 000 autres rejoignant la fonction publique civile d'État.

Au-delà de son aspect quantitatif déjà pourtant étonnant, ce résultat obtenu en un peu moins de trois ans est surtout notable au plan qualitatif. N'ayant d'autres choix que de s'accrocher aux réalités de l'activité économique ivoirienne, les gestionnaires du DDR ont vite compris que les activités relevant de l'informel s'imposeraient. Pour autant, il n'était pas non plus question d'enfermer les intéressés dans le statut de précarité propre à l'informel. Il a donc fallu imaginer urgentement un processus permettant de résoudre l'inférente équation suivante : s'appuyer sur l'informel sans placer dans l'informel !

La réponse proposée prévoyait d'abord une séquence d'un mois de sensibilisation, de mobilisation et de motivation des esprits dans des camps dits de resocialisation inventés pour la circonstance. Puis suivait le déroulement d'un processus de formation visant à maîtriser les petits métiers souhaités par les ex-combattants, et parallèlement à valoriser, faire reconnaître et sécuriser ces activités économiques. Des outils concrets ont été utilisés pour atteindre ces objectifs :

- Bancarisation, d'abord, avec ouverture systématique d'un compte et pédagogie de gestion du compte pour chaque ex-combattant, lui donnant le sentiment souvent pour la première fois de son existence qu'il pouvait maîtriser (un peu) son destin économique.

- Reconnaissance de l'activité exercée, ensuite, par délivrance d'un diplôme officiel émanant du ministère concerné une fois la formation effectuée et l'examen passé, obligeant l'État à suivre le rythme pour intégrer la capacité à reconnaître soudainement des dizaines de milliers de formations acquises dans de multiples domaines.

- Inscription de l'activité à la chambre des métiers, encore, contre une taxe annuelle réglée par l'ex-combattant, permettant à l'État d'avoir enfin connaissance des activités d'un secteur majeur qui lui échappe et d'en tirer profit, mais aussi et surtout l'obligeant à protéger, encadrer, suivre l'activité en question.

- Sécurisation, enfin, de l'activité ou du moins de l'intéressé en s'inscrivant contre cotisation à la Couverture Maladie Universelle, assurant la prise en charge par l'État de 80 % des frais de santé de tous les membres de sa famille.

L'expérience ivoirienne a montré que ces modestes activités économiques ainsi « renforcées » devenaient non seulement durables mais permettaient de faire vivre dignement une famille. Ainsi, la débrouille informelle de départ a été transformée en activité économique génératrice de revenus, valorisée pour l'intéressé, sécurisée pour sa famille et reconnue par l'État. Et là, ce n'est plus de l'informel, et tout le monde y gagne.

Les raisons de ce succès doivent inspirer :

- D'abord, le rôle de l'État dont la volonté de résoudre la question de la réintégration des ex-combattants n'a jamais fait défaut. Il s'est approprié la gestion du DDR, a su concevoir un processus national crédible et convaincre ses nombreux partenaires de l'accompagner dans cette aventure plutôt qu'ils ne lui imposent des solutions venues d'ailleurs. Il s'agissait bien d'une réponse ivoirienne et non onusienne apportée au grand défi du DDR.

- Ensuite, l'État a su prendre en compte les réalités de la situation du moment, en l'occurrence qui étaient ces individus à réintégrer et la prégnance de l'informel dans le paysage économique ivoirien.

- De même, le pragmatisme des solutions appliquées a été constant, tant pour ce qui relève des activités que de la façon de les pratiquer.
- Également, la considération portée aux ex-combattants a été un souci permanent.
- Enfin, la transparence de la gestion du processus a marqué tous les observateurs, avec un pilotage stratégique et technique de nature à contenter et rassurer les entités engagées, nationales comme extérieures.

Rentré de Côte d'Ivoire, je me suis efforcé de conceptualiser cette expérience et de la faire partager à nombre de personnalités africaines, toujours intéressées. Chacun convient que réfléchir à revisiter l'informel est aujourd'hui prioritaire et urgent, davantage pour ses incidences sociales qu'économiques. On le voit bien, des solutions existent pour reconstruire l'informel. Seule l'audace de les imaginer et de les appliquer fait encore défaut. Alors, au moment où souffle un vent nouveau partout en Afrique marqué notamment par un souci de responsabilisation des affaires de l'Etat, l'heure n'est-elle pas propice à provoquer un grand bouleversement pour changer fondamentalement les choses sur le sujet de l'informel ?

Avec de la volonté et de l'audace, il n'en manque pas en Afrique, l'informel peut devenir une force !